Document généré le 5 juin 2025 09:42

Anthropologie et Sociétés

Le mouvement paysan au Mexique (1976-1984)

Luisa Paré

Volume 11, numéro 2, 1987

Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine

URI : https://id.erudit.org/iderudit/006418ar
DOI : https://doi.org/10.7202/006418ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Paré, L. (1987). Le mouvement paysan au Mexique (1976-1984). *Anthropologie et Sociétés*, *11*(2), 65–82. https://doi.org/10.7202/006418ar

Résumé de l'article

Le mouvement paysan au Mexique (1976-1984)

Les paysans ont joué un rôle important dans la formation du Mexique moderne en participant massivement à la Révolution (1910-1917). Après 1970, la crise agricole a de nouveau provoqué la mobilisation paysanne. Le mouvement actuel, s'il est préoccupé par la poursuite de la redistribution des terres, incorpore également d'autres objectifs, tels l'indépendance politique des organisations, le contrôle du processus de production et la syndicalisation agricole. Ces revendications heurtent de front la politique actuelle du gouvernement mexicain, qui favorise au contraire le développement d'une agroindustrie aux mains du secteur privé.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE MOUVEMENT PAYSAN AU MEXIQUE (1976-1984)

Luisa Paré

Nous nous proposons d'analyser ici les principales caractéristiques du mouvement paysan de la période 1976-1984[1]. Nous comptons discuter des formes et des objectifs des luttes afin d'y découvrir les éléments unificateurs car il se présente aujourd'hui dispersé et fragmenté. Il faut comprendre les limites qui entravent l'émergence d'un projet cohérent face à la politique anti-paysanne actuelle.

Jusqu'à tout récemment, une contradiction semblait exister entre la reconnaissance du caractère multi-dimensionnel des revendications du paysan mexicain, défini simultanément comme travailleur journalier, producteur, artisan, demandeur de terres, et les options unilatérales offertes par les organisations et leurs théories. Cette situation constitue sans doute une limite importante pour la mise en marche d'un projet unificateur.

Le défi que doit relever le mouvement paysan réside dans l'intégration de toutes les demandes et dans la lutte simultanée sur des fronts diversifiés. En opposition à ce type de questionnement, il s'est développé une fausse polémique entre les tenants de la « dépaysannisation » et ceux de la « prolétarisation », ceux pour qui la lutte est avant tout une lutte pour la terre et ceux qui y voient une lutte syndicale[2]. Ces derniers mettaient l'accent sur le processus de prolétarisation du paysan mexicain et identifiaient comme contradiction fondamentale à la campagne celle qui oppose le salarié rural à la bourgeoisie agraire. Dans cette perspective, c'est l'ouvrier agricole qui est considéré sujet révolutionnaire dans ses revendications et sa lutte pour la syndicalisation. Ces auteurs, et les mouvements auxquels ils appartiennent, mettaient même en question la capacité du paysan à appuyer quelque changement anti-capitaliste que ce soit.

À l'opposé, ceux pour qui les revendications paysannes pour la défense et l'obtention de terres constituent la base de l'organisation rurale étaient taxés de « populisme »: on leur prêtait le dessein de vouloir préserver la communauté paysanne malgré la tendance générale au développement capitaliste du monde rural. Ce faux débat, où l'on s'est

---

1 Cet article constitue la version abrégée d'un texte à paraître dans *Movimientos sociales en Mexico*, livre actuellement en préparation sous la direction de Pablo Gonzalez-Casanova. Ont participé également à la recherche et à l'analyse sur le mouvement paysan: Graciela Flores-Lua et Sergio Sarmiento.

2 Sur ce débat, dont les implications tant théoriques que pratiques sont considérables, voir Bartra, Roger, « Capitalism and the peasantry in Mexico », *Latin American Perspectives*, IX, 1: 36-47 et Paré, Luisa (éd.), *Polémica sobre las clases sociales en Mexico*. Mexico: Macehual, 1979 (n.d.t.).

employé à caricaturer le point de vue de l'autre jusqu'à le rendre méconnaissable, semble clos aujourd'hui. Une discussion s'est engagée, dans les organisations paysannes, quant à la priorité à donner à la lutte pour la terre, par rapport à celle pour le contrôle de la production.

Crise agricole et politique économique

La crise de la production à la campagne, qui s'amorce au Mexique à la fin des années 60, fut considérée par le gouvernement de Lopez-Portillo (1976-1982) comme une crise *agricole* et non pas *sociale*, encore moins *structurelle*. Au sein du bloc au pouvoir, il y eut un débat sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique du pays. Les secteurs les plus puissants de la bourgeoisie rurale défendaient la théorie – et surtout la pratique – des « avantages comparés » et le choix d'une agriculture d'exportation (principalement légumes et bétail à destination des États-Unis) afin d'obtenir des devises pour le développement du pays. (Il s'avéra par la suite que les devises obtenues de cette manière alimentèrent davantage des comptes bancaires au Texas ou en Californie que le développement du Mexique...) Dans cette nouvelle conjoncture, l'approvisionnement du pays en grains de base dépendit chaque fois plus de l'exportation du pétrole et il se vit assujetti aux pressions commerciales implicites dans les changements du prix du brut sur le marché mondial et aux pressions du FMI pour le paiement de l'énorme dette extérieure du Mexique.

Certains secteurs nationalistes à l'intérieur de l'État proposèrent alors que l'autosuffisance alimentaire était indispensable à un développement économique autonome et ce, pour des raisons de souveraineté nationale. À partir de 1979, avec le Système alimentaire mexicain (SAM) on tentera de canaliser les vieilles revendications paysannes sur ce nouveau terrain. Cependant l'efficacité et la productivité des petits producteurs semblaient incompatibles avec ce projet, et on tendit à les rendre responsables de la crise.

Dans une sorte de compromis entre ces pressions contradictoires, on proposa à la paysannerie, d'une part, un nouveau pacte social, une alliance avec l'État fondée sur un objectif abstrait, l'autosuffisance alimentaire, pendant qu'on élaborait, d'autre part, un cadre juridique et organisationnel destiné à faciliter la privatisation à la campagne (la Loi pour le développement de l'agriculture et de l'élevage – *Ley de Formento Agropecuario*). Le premier aspect de cette politique apparemment contradictoire, le nouveau pacte social, correspond aux mécanismes de création de consensus propres au régime.

La privatisation, quant à elle, s'inscrit dans un double changement que l'on observe après 1976. Faisant suite à la période néo-populiste du président Echeverria (1970-76) on assiste à une ingérence directe de plus en plus grande des hommes d'affaires dans l'administration publique. C'est ainsi que l'influence de la bourgeoisie agraire se renforce au sein du ministère de l'Agriculture et des ressources hydrauliques (SARH), celle-ci provoque le déplacement des cadres politiques traditionnels de la centrale paysanne officielle.

Le second changement, c'est l'imposition par le Fonds monétaire international d'une politique d'austérité liée au remboursement de la dette extérieure. La réduction des dépenses dans les programmes de bien-être social s'accompagna d'une réorientation des subsides vers la bourgeoisie agraire. De cette manière une brèche de plus en plus grande s'est ouverte entre le discours politique (« alliance » paysans-État, SAM, plans de développement) et la politique réelle.

Le président Lopez-Portillo déclara, par exemple, que la réforme agraire était terminée dans de nombreux états. En fait, peu de paysans tirèrent quelque avantage de leur « alliance avec l'État ». La politique des prix de soutien agricoles continua de favoriser les cultures fourragères et industrielles (sorgho, orge...) sans qu'on remette en question le fait que la production soit orientée vers le marché américain ni la concentration des ressources, principalement la terre. Le « nationalisme » du projet d'autosuffisance alimentaire ne s'accompagna pas dans la pratique d'une indépendance technologique mais favorisa la main-mise du capital étranger et des transnationales comme issue à la crise.

Par ailleurs, la marginalisation du secteur social de l'agriculture s'approfondit encore. D'un côté, on crée le cadre juridique et administratif qui permet de soumettre les meilleures terres encore aux mains des paysans à la logique du capital (Loi du développement agricole et de l'élevage, création de zones de cultures saisonnières, d'unités de développement rural...), tandis que le ministère de l'Agriculture devient une sorte de superministère dans les régions rurales. D'un autre côté les zones marginales paraissent devoir se spécialiser dans leur marginalité : au lieu de développer leur potentiel productif, aussi restreintes que soient leurs ressources, elles ne font l'objet que de subsides à la consommation, ce qui les rend encore plus dépendantes, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement en grains.

En d'autres termes, la nouvelle politique redéfinit sélectivement les bénéficiaires de la réforme agraire. Tout comme la loi Lerdo abolit la propriété communale et ecclésiastique qui entravait le développement du capitalisme au siècle dernier, il s'agit aujourd'hui d'arracher les terres paysannes qui possèdent un certain potentiel aux cultures d'auto-subsistance et aux projets alternatifs qui ne correspondent pas aux exigences du modèle actuel d'accumulation.

Appui à la grande propriété privée au détriment du secteur social, subordination de l'économie paysanne au capital (en particulier aux multinationales) avec la prolétarisation qui en découle, priorité à la production de viande pour l'exportation et la consommation des secteurs mieux nantis de la population, voilà, à grands traits, les tendances de la politique agricole. Il faut cependant garder à l'esprit que cette politique se voit soumise à de multiples pressions, au sein même du gouvernement, en fonction des intérêts particuliers des entrepreneurs, des politiciens locaux, des gros producteurs liés à l'agro-entreprise, voire à ceux de technocrates nationalistes. C'est dans cette redéfinition des bénéficiaires de la réforme agraire que se redéfinissent aussi la lutte pour la terre et la lutte pour le contrôle du processus productif en agriculture.

⊡ Les tendances du mouvement paysan mexicain

◇ Les organisations officielles

Le mouvement paysan au Mexique est présentement morcelé en une multitude d'organisations, comme on peut le voir sur le tableau 1. Nous distinguerons le *mouvement paysan officiel* (qu'on appelle, officiellement, le « mouvement paysan organisé »), le *mouvement paysan corporatiste* (*oficialista*) et le *mouvement indépendant*.

TABLEAU 1

Objectifs de lutte et organisations paysannes au Mexique

	Terre	*Production Commercialisation*	*Syndicalisation*	*Question indienne*	*Approvisionnement*
Organisations officielles	- C.N.C. - U.G.O.C.M. - J.L. - C.C.I. - C.A.M. - C.N.P.P.	- Union de productores y ejidos - C.C.I. - C.N.P.P. (Union de productores)	- S.N.C. - C.T.M. - S.N.T.A.C.	- C.N.P.I.*	- A.C.
Organisations corporatistes	- M.N.P.A. - U.N.T.A.(P.S.T.) - C.O.N.A.C.A.R.		- U.N.T.A.(P.S.T.)	- C.N.P.I.**	
Mouvement indépendant	- C.N.P.A. - C.I.O.A.C. - U.G.O.C.M. « roja » - U.T.C.-M.R.P.	- C.I.O.A.C. - U.N.O.R.C.A. - U.T.C.-M.R.P.	- C.I.O.A.C. - S.I.T.R.A.C. - U.T.C.-M.R.P.		- U.R.E.C.S.P.

Sigles du Tableau 1

A.C. : *Antorcha Campesina* (« Flambeau Paysan »).

C.A.M. : *Consejo Agrarista Mexicano* (« Conseil Agraire Paysan »).

C.C.I. : *Central Campesina Independiente* (« Centrale Paysanne Independante »).

C.N.P.P. : *Confederación Nacional de la Pequeña Propriedad* (« Confédération Nationale de la Petite Propriété »).

C.I.O.A.C. : *Confederación Independiente de Obreros Agricolas y Campesinos* (« Confédération Indépendante des Ouvriers Agricoles et des Paysans »).

C.N.P.A. : *Coordinación Nacional Plan de Ayala* (« Coordination Nationale Plan de Ayala »).

C.N.P.I.* : *Consejo Nacional de Pueblos Indigenas* (« Conseil National des Peuples Indigènes »).

C.N.P.I.** : *Coordinación Nacional de Pueblos Indigenas* (« Coordination Nationale des Peuples Indigènes »).

C.O.N.A.C.A.R. : *Consejo Nacional Cardenista* (« Conseil National Cardenista »).

M.R.P. : *Movimiento Revolucionario del Pueblo* (« Mouvement Révolutionnaire du Peuple »).

M.N.P.A. : *Movimiento Nacional Plan de Ayala* (« Mouvement National Plan de Ayala »).

U.N.O.R.C.A. : *Union Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autonomas* (« Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes »).

U.N.T.A. - P.S.T. : *Union Nacional de Trabajadores Agricolas* (« Union Nationale des Travailleurs Agricoles ») affiliée au *Partido Socialista de los Trabajadores* (« Parti Socialiste des Travailleurs »).

U.G.O.C.M. - J.L. : *Unión General de Obreros y Campesinos Mexicanos - J. Lopez* (« Union Générale des Ouvriers et Paysans Mexicains - J. Lopez »).

U.G.O.C.M. - « roja » : *Unión General de Obreros y Campesinos Mexicanos - « roja »* (« Union Générale des Ouvriers et Paysans Mexicains - 'rouge' »).

S.I.T.R.A.C. - P.M.T. : *Sindicato Independiente de Trabajadores Agricolas y Campesinos* (« Syndicat Indépendant des Travailleurs Agricoles et Paysans ») affilié au *Partido Mexicano de los Trabajadores* (« Parti Mexicain des Travailleurs »).

U.T.C. - M.R.P. : *Unión de los Trabajadores del Campo* (« Union des Travailleurs de la Campagne ») affiliée au *Movimiento Revolucionario del Pueblo* (« Mouvement Révolutionnaire du Peuple »).

S.N.T.A.C. - C.T.M. : *Sindicato Nacional de Trabajadores Agricolas y Campesinos* (« Syndicat National des Travailleurs Agricoles et Paysans ») affilié à la *Confederación de Trabajadores Mexicanos* (« Confédération des Travailleurs Mexicains »).

Le mouvement paysan officiel est dominé par la Confédération nationale paysanne (CNC), intégrée au parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ou à d'autres formations politiques dont la direction est étroitement liée au PRI (CAM, CCI, UGOCM - J.L.). Pendant et après la Révolution (1910-17), il y eut des noyaux d'ouvriers agricoles et industriels qui s'étaient organisés de manière conjointe, particulièrement sur les grands domaines où on cultivait le coton, le sucre et l'agave. En 1938, avec la création de la CNC, l'État prend l'initiative d'organiser la paysannerie. La relation horizontale est alors remplacée par une relation verticale avec le parti officiel, qui, de cette manière, se présentait comme un « parti de masses ».

Paradoxalement, ce « parti de masses » et ses organisations corporatistes devaient avoir comme fonction principale le contrôle et la médiatisation du bloc des classes dominées qui constituaient sa base. Le paradoxe consiste en ce que ce pouvoir, en apparence issu des masses, a servi et sert encore à la création des conditions optimales à la reproduction du capital national et étranger, à partir de leur exploitation. La base de ce pacte de collaboration de classes, ce sont les prestations sociales, non négligeables, bien que limitées à une minorité de travailleurs liés aux agro-industries étatiques, comme celle de la canne et de l'agave. Cette sécurité sociale se limite par ailleurs à des soins médicaux et à une pension. C'est ainsi que la CNC est devenue, après 1940, la courroie de transmission entre les politiques agricoles des divers régimes en place et le secteur paysan qu'elle représente. En échange de quoi, elle a eu accès à la gestion des prestations sociales. À aucun moment depuis sa création, le mouvement paysan officiel ne s'est opposé aux projets étatiques; il a encore moins été capable de présenter une stratégie alternative, correspondant aux intérêts historiques de ses bases. Le « mouvement paysan organisé » se caractérise donc par sa subordination au parti au pouvoir, et, de façon générale, à l'État capitaliste.

◇ Le mouvement paysan indépendant

Il n'y a pas présentement de consensus quant à ce qu'il faut inclure sous ce terme. Pour nous, ce mouvement s'est manifesté de façon ininterrompue, bien qu'isolée, depuis la révolution, et il s'oppose au mouvement officiel en ce que :

a) Il se préoccupe, avec les autres classes dominées, de définir une stratégie générale de développement agricole favorable aux intérêts de la paysannerie, et d'unifier les revendications qui constituent une alternative au projet bourgeois.

b) Il se démarque de l'affiliation partisane au P.R.I. pour récupérer l'autonomie qui correspond à une organisation de classe. Nous avons ici trois tendances : certaines organisations constituent les « bras paysans » de partis politiques d'opposition, tandis que d'autres sont ouvertes à diverses formations politiques et que d'autres, enfin, rejettent toute affiliation à un parti politique (sans interdire à leurs membres une affiliation individuelle).

c) Il défend les intérêts exprimés par ses membres, plutôt que de leur imposer l'acceptation d'une politique agraire axée sur le développement prioritaire du secteur privé et du grand capital.

d) Il s'efforce de mettre en place de nouvelles formes d'organisation collective et de participation démocratique et auto-gestionnaire, ce qui fut perdu dans le processus de subordination de la C.N.C. à la politique de l'État.

En résumé, ce qui distingue le plus nettement les organisations officielles et le mouvement indépendant, c'est le type de rapports qu'elles entretiennent avec l'État.

Il faut cependant se garder de tout schématisme. Les organisations officielles, qui servent généralement pour appuyer les politiques de l'État, se voient souvent forcées de reprendre, voire même d'impulser des demandes de la base pour maintenir vivant le consensus : comme exemple, on a le mouvement des coupeurs de canne, au début des années 70. On ne peut donc tracer une frontière absolue entre les deux mouvements; il se forme même parfois des alliances conjoncturelles entre des membres d'organisations indépendantes et d'organisations officielles.

De même, on retrouve diverses positions à l'intérieur du mouvement indépendant. Pour certains, toute relation avec les appareils d'État est considérée comme un acte de subordination politique qui implique le risque de perdre sa base sociale ou sa force politique; à l'opposé, d'autres défendent l'idée d'une alliance tactique avec l'État, à l'intérieur d'une stratégie pour accumuler des forces et conquérir des espaces politiques sur la bourgeoisie.

Cela explique l'existence d'une série d'organisations intermédiaires entre les deux blocs : celles qu'on appelle « semi-officielles » ou « officialistes ». Le plus souvent, elles naissent de désaccords entre les groupes membres de la CNC et la direction de la centrale, ou de mouvements plus radicaux que le PRI a cooptés. Leurs leaders tiennent un langage radical et leurs bases se lancent parfois (ou sont lancées) dans des actions directes plus ou moins désespérées. Leur direction, en fait, est de connivence avec le gouvernement, les centrales officielles, et même, parfois, les grands propriétaires terriens. Ce type d'organisation fonctionne comme une soupape de sûreté, lorsque les actions des paysans, par exemple les prises de terres, débordent de la politique agraire appuyée par la centrale; au besoin, les leaders sauront contenir ce radicalisme... en échange d'un siège au gouvernement.

Nous examinerons maintenant certains fronts de lutte et quelques organisations parmi les plus marquantes.

o La C.N.P.A. et la lutte pour la terre

Les luttes les plus importantes des années 70 ont eu comme objet principal la terre et ont débouché sur un affrontement direct entre de larges secteurs de la paysannerie et les gouvernements successifs. Des forces qui, auparavant, ne s'exprimaient que localement et régionalement ont réussi à se coordonner nationalement et se sont engagées dans le processus de construction d'organisations autonomes.

Sous la présidence d'Echeverria on assiste à une expansion du mouvement paysan, qui s'exprime par d'innombrables prises de terres, occupations de bureaux du ministère de l'Agriculture (en y retenant les hauts fonctionnaires), etc. On voit surgir également des fronts régionaux, composés de paysans, d'ouvriers, d'étudiants : ainsi la Coordination paysanne, ouvrière et étudiante de l'Isthme (C.O.C.E.I.) à Oaxaca, et la Coordination démocratique populaire de Chihuahua (C.D.P.), le Front populaire de Zacatecas (F.P.Z.) et l'Union régionale indépendante (U.C.I.) à Puebla et à Veracruz, pour ne citer que quelques cas.

Cette montée du mouvement s'explique d'abord par le mécontentement accumulé et la situation difficile que traverse la paysannerie après 30 ans de politique agraire favorable aux entrepreneurs. Elle s'explique aussi par la crise de légitimité des organisations officielles, comme la CNC et la CCI et par la politique néo-populiste et « agrariste » d'Echeverria. Ce dernier cherchait à reconstruire en milieu rural un consensus en faveur du gouvernement et à relancer la production agricole paysanne, face à la crise alimentaire.

Face à la recrudescence de la répression, liée à la politique anti-paysanne de Lopez-Portillo, ce mouvement, dispersé et fragmenté régionalement, se transforma à partir de 1979 en une instance de coordination nationale, pour faire avancer ses demandes, surtout la terre. C'est ainsi que naquit la *Coordination nationale Plan de Ayala* (CNPA). Le nom renvoie au « Plan de Ayala » élaboré par Emiliano Zapata en 1911 pour la redistribution des terres, plan qui n'est toujours pas appliqué, malgré 70 ans de réforme agraire.

Dans la première phase (1978-80), une dizaine de groupes organisèrent des rencontres pour échanger des points de vue sur des expériences de lutte et identifier des intérêts communs. On élimina des rangs les agents des organisations officielles, qui entendaient capitaliser sur le mécontentement afin de le récupérer au profit de l'« alliance État-paysannerie » de Lopez-Portillo. La CNPA refusa d'appuyer le Système alimentaire mexicain qui laissait de côté la question de la propriété de la terre.

À cette période, certains secteurs universitaires, voire des institutions démocratiques comme l'université de Guerrero et celle de Chapingo ont joué un rôle important pour favoriser les échanges.

Après sa fondation, à Milpa Alta, en octobre 1979, la CNPA est parvenue à définir une ligne directrice autonome en ce qui a trait à l'État et à l'orientation de la lutte paysanne et indigène. Les revendications fondamentales formulées par les 40 organisations présentes étaient l'émission des titres et la confirmation de la propriété communale, la remise de la terre et la recherche de solutions à divers problèmes de tenure foncière, l'usage des ressources naturelles, les améliorations à apporter à la production et à la commercialisation, l'augmentation du crédit, la syndicalisation agricole et la préservation de la culture.

Le CNPA adopta le mot d'ordre : « Nous luttons aujourd'hui pour la terre, demain pour le pouvoir ». Elle accepta l'autonomie et la structure interne de chaque organisation, et visait l'aide et la collaboration mutuelles, la participation démocratique des membres. Au cours de cette période, elle obtint des rencontres mensuelles avec des responsables du ministère de la Réforme agraire, rencontres qui devinrent une véritable école de droit agraire sous la gouverne non plus de leaders de style traditionnel mais de commissions élargies qui se chargeaient de cette responsabilité à tour de rôle.

Au cours de la deuxième phase, soit de 1980 à 1983, la CNPA a attiré un nombre croissant de groupes qui, faute de rencontrer des organisations alternatives face à la politique officielle, se sont rapprochées des centrales indépendantes (CNPA, CIOAC, UGOCM « rouge ») ou qui s'apparentent à celles-ci telles la CNPI (*Coordinadora Nacional de Pueblos Indigenas*), l'UNTA (*Union Nacional de Trabajadores Agricolas* du Parti socialiste des travailleurs). En 1983, la CNPA incluait 19 organisations dont deux possédaient un caractère national, les autres étant régionales. Durant cette période, elle tente, par la mobilisation, de bloquer la politique anti-paysanne du gouvernement Lopez-Portillo. Deux grandes manifestations à Mexico (le 12 mai 1981 et le 14 juin 1982)

organisées conjointement avec la Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement avaient pour but l'ouverture de négociations avec le ministère de l'Intérieur concernant la libération des prisonniers politiques, et avec le ministère de la Réforme agraire pour résoudre 315 dossiers agricoles en suspens.

L'État riposta par une répression accrue et répondit par la négative aux demandes les plus pressantes. Il en résulta pour la CNPA une période de reflux et un déclin au niveau de la mobilisation. Malgré tout, l'organisation se renforça au plan interne et adopta des statuts et un programme, qui articulait les aspirations multiples du mouvement de masse à la campagne, à savoir la lutte des paysans pour la terre, celle des ouvriers agricoles, des groupes indigènes (deux organisations sur trois ont une base indienne) et des femmes paysannes.

À partir du 5e Congrès (qui eut lieu à Venustiano Carranza, dans le Chiapas, en juillet 1982), la CNPA soutient que sa lutte est « pour le changement social qui détruise l'exploitation et l'oppression » et modifie ainsi son mot d'ordre : « Nous luttons pour la terre et *aussi* pour le pouvoir ». Cette politisation des demandes agraires s'explique par le fait que, face à la politique carrément pro-entrepreneurs du gouvernement, les membres perdent l'espoir d'obtenir la terre sans obtenir d'abord le pouvoir.

Depuis 1983, et malgré le reflux du mouvement de masses, la CNPA a cherché à élargir ses alliances avec d'autres secteurs populaires, ouvriers et habitants des quartiers pauvres des villes. Elle a participé en 1983 et 1984 à deux grèves nationales, et a organisé avec la Confédération indépendante des ouvriers agricoles et paysans (CIOAC) et l'union générale des ouvriers et paysans mexicains (UGOCM « rouge »), deux manifestations à l'échelle nationale pour attirer l'attention de l'opinion publique sur le problème agraire.

Bien que le gouvernement de Miguel de la Madrid (1982) ait approfondi la politique anti-paysanne de Lopez-Portillo, en ouvrant chaque jour plus grandes les portes de l'*ejido*[3] au capital privé, national et multi-national, et malgré le reflux de la CNPA par suite de la répression et de conflits internes, cette dernière continue de croître et de rassembler de nouveaux groupes, et la conviction s'élargit qu'il n'existe pas d'autre solution au problème de la terre que l'unification de toutes les forces en lutte.

◇ Les autres organisations agraires

D'autres organisations paysannes, liées pour la plupart à des partis politiques de gauche, soit officiellement, soit à travers l'adhésion de leurs dirigeants, ont aussi participé à la lutte pour la terre. Dans le premier type on retrouve l'U.N.T.A. (Union nationale des travailleurs agricoles), affiliée au Parti socialiste des travailleurs, la C.C.R.I. (Coordination paysanne révolutionnaire indépendante), reliée au PRI; dans le second type, la C.I.O.A.C. Nous soulignerons brièvement leurs différences.

Au cours des dernières années, l'UNTA a mobilisé un grand nombre de paysans en lutte pour la terre. C'est l'organisation qui a le plus recours aux occupations de terres, au moment où d'autres considèrent que cette pratique n'est pas très prudente. Plusieurs estiment que la forte répression subie par l'UNTA dans la Sierra de Puebla et au Chiapas résulte d'un certain aventurisme de la part de ses dirigeants. Ce groupe se caractérise par la combinaison entre un type de mobilisation très radical en apparence (prises de terres, occupation de bureaux gouvernementaux) avec l'appui explicite de la politique agraire

[3] Communauté paysanne dotée par l'État d'un fonds de terre que cultivent ses membres (n.d.t.).

officielle. Il n'existe aucun rapprochement entre l'UNTA et d'autres organisations : on peut penser que l'alliance la plus probable serait avec la centrale paysanne officielle (CNC).

La CCRI, née en 1977, regroupe des paysans de Guerrero, de Sonora, de Coahuila, de Veracruz et de l'état de Mexico. Étant l'une des deux organisations nationales membres de la CNPA, la CCRI a contribué à l'unification du mouvement paysan, dans la première phase, et elle a aidé à consolider cette organisation sans chercher à l'assujettir à sa propre dynamique. Cependant, lors des élections à la députation de 1985, on l'a accusée de manipuler la CNPA à des fins électorales, ce qui a entraîné la plus grave crise qu'ait connu le mouvement dans ses six années d'existence.

La CIOAC, pour sa part, est issue de la Centrale paysanne indépendante (CCI), elle-même formée en 1963 dans la foulée du Mouvement de libération nationale (large front d'opposition aux politiques de l'État) avec la participation de membres en vue du Parti communiste mexicain. En 1975, elle se séparait de la CCI. Dans la pratique, l'organisation de groupes de crédit et les démarches reliées aux problèmes agraires constituent les principales activités de la Centrale. Il faut y ajouter d'importantes mobilisations d'ouvriers agricoles au Chiapas et à Sinaloa, en faveur de la syndicalisation, appuyées au niveau des états par les fédérations membres de la CIOAC.

La plupart de ses dirigeants sont membres du Parti socialiste unifié du Mexique (ex-Parti communiste mexicain) et la CIOAC se prononce ouvertement en faveur du socialisme. Comme l'État mexicain, elle veut s'attaquer à la crise de la production alimentaire, mais elle propose une solution qui s'éloigne du projet productiviste officiel. Elle demande l'expropriation des terres des grands propriétaires et éleveurs de bétail, pour la retourner aux paysans sans terre sous forme d'*ejidos* ou de communes agricoles; elle réclame aussi la nationalisation de l'industrie agro-alimentaire et de la machinerie agricole, des prix de soutien plus élevés, des subsides pour l'achat d'intrants agricoles et l'assistance technique pour augmenter la productivité paysanne.

Au plan de la lutte agraire, la CIOAC combine la négociation avec le ministère de la Réforme agraire avec des mobilisations, manifestations et piquets de grève.

En ce qui touche sa participation à des fronts larges comme la CNPA, la situation est la suivante : la CIOAC possède une politique d'alliances moins sélective que la CNPA, puisqu'elle considère possible, voire nécessaire de réaliser des actions conjointes avec la centrale officielle (la CNC). Derrière les divergences relatives à la priorité de la lutte agraire et de la lutte pour la syndicalisation à la campagne, il nous semble qu'il existe une différence dans la stratégie générale. Pour plusieurs organisations, la CIOAC, comme le PSUM, demeure avant tout intéressée au jeu électoral et à la lutte parlementaire, ce qui l'amènerait à appuyer la « réforme politique » bidon du gouvernement actuel. Par ailleurs, pour ceux que la lutte électorale intéresse avant tout, la CNPA se rattache à une extrême-gauche qui recherche l'affrontement et on lui attribue le projet de vouloir mousser la révolution en entraînant le mouvement vers des voies sans issue. De part et d'autre, on le voit, les perceptions sont caricaturales. Plusieurs organisations paysannes indépendantes ont eu des expériences négatives avec des partis politiques d'opposition, qui ont essayé de les manipuler et d'utiliser leur force pour leur propre développement. En ce sens, ce qui rend difficile la participation de la CIOAC à la CNPA, c'est que, pour plusieurs, elle demeure la centrale paysanne du PSUM, malgré les affirmations contraires de ses dirigeants.

Malgré la division entre organisations de la paysannerie on a vu se multiplier les actions conjointes au niveau régional et il semble que c'est à ce niveau qu'on peut dépasser le sectarisme. Ce dernier reflète souvent les divergences entre les dirigeants, tandis qu'il est possible de trouver les conditions d'une large solidarité entre les paysans à la base, unis par les mêmes problèmes et les mêmes revendications.

☒ La crise et la politique de l'État

Jusqu'ici, le terrain idéologique utilisé par l'État mexicain quand il manipule la question agraire afin de se gagner des bases, a été celui de la « justice sociale ». C'est au nom de la « justice sociale » qu'on a réparti des terres, souvent de mauvaise qualité, parfois seulement sur papier, ou dans des marais, ou n'importe où, pour calmer le flot des paysans toujours mobilisés dans la lutte pour la terre. En d'autres termes, sauf pendant la présidence de Lazaro Cardenas (1934-40) la répartition des terres agricoles s'est réalisée, en fait, pour des raisons politiques et non pour appuyer un développement agricole important axé sur le secteur communautaire. La répartition agraire a contribué grandement jusqu'à maintenant à la stabilité politique. Cependant, le passé n'est pas garant de l'avenir spécialement dans les nouvelles conditions dictées par la crise.

En pratique, on a assisté à plusieurs décennies de contre-réforme agraire. La différence entre celles-ci et la politique actuelle ne réside pas seulement dans le fait que « l'on parle au peuple sans mentir », détruisant l'illusion que tous les paysans recevront un morceau de terre sinon dans le fait qu'a débuté une récupération des terres communautaires, tant par voie législative que par usurpation, en vue de leur utilisation par le secteur privé. Les six années d'Echeverria (1970-76) furent probablement la dernière période où on a voulu situer la lutte pour la terre sur le terrain idéologique et politique de la « justice sociale ».

À l'intérieur d'une politique sélective de répartition des richesses et de la terre en particulier, les mêmes demandes ont des implications différentes. Depuis 1979, ce nouveau discours axé sur l'auto-suffisance alimentaire et le partage agraire est passé au second niveau aux yeux du gouvernement et il s'agit depuis lors d'appuyer le secteur le plus productif et doté des meilleures terres. Ceci limitera évidemment la base sociale d'appui du gouvernement, parmi les paysans et ceux qui cherchent à obtenir des terres. Il est à prévoir que la répartition des terres, quand elle se réalisera, cherchera à combiner de manière beaucoup plus stratégique des objectifs politiques et économiques tout à la fois. Là où la pression en vue d'obtenir des terres est très forte et quand il s'agit d'exploitations peu productives, on pourra sacrifier les intérêts de quelques grands propriétaires. Selon le potentiel agricole des terres réparties, ces dernières années, les bénéficiaires du régime de distribution ou bien ont été abandonnés à leur destin, c'est-à-dire sans ressources, ou bien se sont retrouvés encadrés dans des organismes contrôlés économiquement et politiquement par les bureaux gouvernementaux et les organisations officielles.

À la place de la médiatisation et du contrôle politique qui prédominaient jusqu'à maintenant, désormais, les revendications de terres font face directement à la grande bourgeoisie agraire et aux gouvernements régionaux. Certaines organisations considèrent d'ailleurs qu'une véritable auto-suffisance alimentaire est incompatible avec le contrôle actuel de la terre d'irrigation par la grande bourgeoisie agraire. Face à l'abandon de la réforme agraire (qui avait encore beaucoup de chemin à parcourir) les organisations officielles, entre 1979 et 1984, n'ont pas semblé très intéressées à reprendre la cause

de la lutte pour la terre des mains du mouvement paysan indépendant. Quant au gouvernement, il croit pouvoir affronter la pression paysanne avec les programmes actuels d'emploi et de subsides à la consommation. Et, suivant cette même orientation, la CNC, au lieu de s'opposer à la mise au rancart de la redistribution des terres, essaie de reconquérir son hégémonie dans le secteur de l'organisation des producteurs et des ouvriers agricoles.

La politique agraire des gouvernements Lopez-Portillo et De la Madrid marque la fin d'une étape. Les demandes du mouvement paysan indépendant se heurtent globalement à la politique décrite précédemment et constituent un rejet de la politique de la subordination de l'économie paysanne au capital privé, national et multinational. Dans le creuset de cette lutte, beaucoup de paysans ont découvert une nouvelle facette de l'État, son caractère de classe, protecteur de l'entreprise privée et anti-démocratique. Cette prise de conscience a conduit le mouvement indépendant qui lutte pour la terre à une plus grande participation à la vie politique, principalement au niveau municipal et parfois à des alliances avec d'autres groupes paysans et avec le mouvement urbain populaire et ouvrier. L'État devra alors opter entre la réouverture du dossier agraire et l'approfondissement de la répression.

La lutte contre la répression

Dans la période que nous étudions, le mouvement paysan se développe à un niveau de plus en plus politique. Beaucoup des demandes pour la terre, pour le contrôle du processus productif ou pour la syndicalisation ont entraîné comme réponse la répression, parfois directe et violente (emprisonnements et même assassinats). On peut avoir une idée de cette « face cachée » de la politique mexicaine en se rappelant que Lopez-Portillo, dans son troisième Rapport annuel, amnistiait, entre autres, 950 paysans emprisonnés pour leur participation à la lutte agraire. Après cette mesure, et par suite des mobilisations paysannes (celles de la CNPA principalement), des lois d'amnistie furent décrétées au Veracruz, en Hidalgo, au Guerrero et au Michoacan.

Une autre forme de répression est la négation des droits des organisations indépendantes, droit des syndicats à l'enregistrement légal, par exemple, et droit des associations de producteurs de participer à diverses instances de négociations aux côtés de la CNC. En outre, l'État emploie des représailles plus subtiles pour affaiblir les *ejidos*, les communes et les groupes de producteurs qui dépassent les limites des organisations corporatistes : on leur bloque l'accès au crédit, aux intrants agricoles, à l'eau d'irrigation, à l'assistance technique, etc.

Pour les paysans, plus que pour tout autre groupe social, la « réforme politique » a perdu son sens parce qu'ils font face quotidiennement à des violations de leurs droits fondamentaux, y compris de leurs droits politiques. Dans la majorité des cas, la lutte pour la terre ne peut se séparer de la lutte pour le pouvoir municipal, puisque c'est seulement ainsi qu'on peut diminuer le pouvoir des propriétaires terriens et des commerçants. Cependant, des cas comme Juchitan[4] ont démontré de façon dramatique la contradiction entre « réforme politique » et exercice des droits politiques. Les six années de l'« ouverture démocratique » (1976-82) et depuis 1982 de la « réforme politique » ont été en permanence sous le signe de la répression.

4 Juchitan est une municipalité zapothèque de l'état d'Oaxaca. Au début des années 80, une coalition populaire, le COCEI (Conseil ouvrier, paysan et étudiant de l'Isthme) y remportait les élections et entreprenait un programme de réformes sociales en profondeur. En 1983, suite à des incidents violents, le gouverneur de l'état révoquait les autorités municipales et plaçait la ville sous tutelle (n.d.t.).

C'est ce qui fait que, dans le cours même de ses revendications économiques, une portion croissante du mouvement paysan fait face quotidiennement à une structure du pouvoir politique et prend conscience qu'il faut des changements en profondeur pour obtenir des solutions positives. D'où la dimension chaque fois plus politique du mouvement paysan.

◇ La lutte pour le contrôle de la production

On observe pendant cette période une tentative de donner une suite à la lutte pour la terre à travers la lutte pour le contrôle de la production.

Chez les groupes qui s'organisent pour produire et commercialiser, on observe une composition de classe hétérogène. On trouve d'anciens journaliers agricoles qui ont réussi par la lutte à obtenir des terres, et qui ont dû s'organiser collectivement et de façon indépendante pour la conserver, face à l'opposition concertée de la bourgeoisie agraire, des agences gouvernementales et des centrales officielles.

Il existe également des associations de petits producteurs contrôlées traditionnellement par les organisations officielles. Leurs conditions économiques et culturelles varient beaucoup : depuis des paysans pauvres, souvent indigènes, jusqu'à des paysans moyens et même plusieurs qui possèdent un niveau d'accumulation important, comme par exemple les *ejidatarios* du *Valle del Yaqui*. Dans certains cas, les producteurs sont eux-mêmes salariés une partie de l'année, et emploient des salariés à un autre moment. Il y a des producteurs de grains et d'autres qui les consomment : d'où une contradiction permanente, puisque les demandes de hausses de prix que font les premiers se répercuteraient sur une hausse du coût de la vie pour les seconds.

Outre cette hétérogénéité, leur expérience comme organisations est très variée. Pour certaines, la mobilisation est une chose nouvelle, puisqu'ils sont habitués au style des organisations officielles : les démarches sont le fait des leaders traditionnels qui promettent en échange l'appui du groupe, du parti au pouvoir.

Malgré cette diversité, il est clair que les limitations et difficultés auxquelles se heurtent les petits producteurs résultent de la manière dont sont réparties les ressources. Même si la plupart du temps la contradiction s'établit avec les agences gouvernementales et non directement avec la grande bourgeoisie agraire, ce fait clarifie l'orientation de classe de l'État qui canalise les subsides de préférence vers le secteur capitaliste.

Sous Lopez-Portillo, le Système alimentaire mexicain (SAM) – s'il fut rejeté par les groupes indépendants – fut mis à profit par des groupes des centrales officielles et des groupes semi-indépendants. Cependant, la crise elle-même devait saper les bases politico-idéologiques de l'« alliance État-paysannerie ». Le SAM était très coûteux et l'État a dû l'abandonner et laisser jouer librement les lois du capitalisme : produire des grains là où les subventions seraient les mieux utilisées, c'est-à-dire là où la productivité est la plus élevée et les coûts les plus bas pour approvisionner le marché interne. La fixation de prix de soutien beaucoup trop bas pour le petit producteur l'expulse du marché au profit des grandes entreprises et déplace la production nationale au profit de l'importation.

Face à ces politiques, on a vu se former un front national d'organisations de producteurs, l'Union nationale d'organisations régionales paysannes autonomes (UNORCA). Elle est formée d'une trentaine d'organisations, de Sonora, Chihuahua, Chiapas, Hidalgo, Nayarit et Puebla. Les principales demandes de l'UNORCA sont: la fixation d'une échelle mobile des prix, pour compenser les hausses de coûts; la participation des paysans dans la détermination des prix de soutien; la formation de comités régionaux, pour tenir compte des différences de coûts; la réorientation des subsides à l'alimentation, pour qu'ils profitent aux producteurs, et non aux intermédiaires; la sécurité juridique pour les *ejidos* collectifs, etc.

Ces dernières années, certaines de ces organisations ont effectué des actions conjointes comme la grève du maïs, dirigée par l'Union Lazaro Cardenas de Nayarit en 1983, le blocus des routes et les occupations de bureaux et d'entrepôts réalisés simultanément par plusieurs groupes.

Parallèlement, la CIOAC a formé sa propre union de producteurs, l'UNCAFAECSAC (Union nationale de crédit agricole, forestier et agro-industriel des *ejidatarios, comuneros* et petits propriétaires). Elle est actuellement formée de 21 unions régionales, et exige: l'appui sans réserves de l'État à la propriété sociale, *ejidos*, communes et communautés indigènes, et en particulier aux *ejidos* collectifs et aux coopératives, des prix de garantie suffisants pour compenser les hauts coûts de production, des subsides à l'agriculture, l'élevage et la foresterie (pour abaisser leurs coûts de production), l'assistance technique, le crédit agricole, l'expropriation des grands domaines avec leur machinerie, de l'industrie alimentaire et du commerce de gros et la démocratisation des *ejidos* et communautés.

Certaines organisations appartenant à la CNPA ont aussi formulé des revendications dans le domaine de la production. Mais l'unité d'action entre les trois blocs qui ont des objectifs similaires dans ce domaine (l'UNORCA, la CIOAC et la CNPA) s'est jusqu'à présent limitée à des manifestations conjointes entre la CNPA et la CIOAC. Un des obstacles à cette unité d'action provient de l'hétérogénéité de composition de l'UNORCA, dans laquelle on retrouve des organisations liées à des centrales officielles, d'autres qui admettent la participation de hauts fonctionnaires, d'autres enfin qui sont indépendantes mais influencées par des groupes politiques. Certains voient même dans l'UNORCA une simple tentative de la part de l'État pour reconstruire un mouvement paysan qu'il pourra contrôler, par suite de la rupture de l'alliance avec les paysans: on en veut pour preuve le fait que l'UNORCA se soit donné comme tâche centrale d'agir comme groupe de pression auprès des plus hautes instances en matière de politique agricole.

Un tel jugement nous semble non seulement sectaire, mais précipité. Le nouveau front dispute aux organisations officielles l'exclusivité de la représentation paysanne ce qui entraînera nécessairement des réajustements internes et des conflits avec la CNC, qui radicalisera ses demandes pour récupérer les groupes qui veulent lui échapper. C'est cette dernière centrale qui continuera sans nul doute à recevoir l'appui officiel pour organiser les producteurs. Malgré les incertitudes qui demeurent, le nouveau front paysan ouvre une voie nouvelle et constitue un effort de plus pour démocratiser la vie nationale.

La lutte syndicale

La lutte pour l'organisation syndicale des ouvriers agricoles est celle qui a connu le moins de développement pendant la période 1976-1984. Les facteurs les plus importants qui limitent l'organisation syndicale dans le milieu rural sont les suivants: le caractère saisonnier du travail; le fait que les travailleurs proviennent de régions où les conditions économiques sont très diverses ainsi que leurs besoins et leurs attentes salariales; les liens de ces travailleurs à une unité de production ou à une communauté, qui font qu'ils ne se sentent pas entièrement prolétaires et qu'ils continuent de lutter pour l'obtention de terres et contre les intermédiaires commerciaux. Un autre obstacle a été la répression exercée contre les groupes indépendants en leur niant leurs droits syndicaux, soit en refusant de les reconnaître légalement soit en persécutant et mettant à pied ceux qui s'organisent. La reconnaissance légale, prérequis pour signer des conventions collectives avec les patrons, revêt beaucoup d'importance aux yeux des travailleurs agricoles.

Même s'il n'y a pas de mouvement syndical de caractère national, comme c'est le cas de ceux qui luttent pour la terre, il convient de souligner dans la période retenue, la formation de deux syndicats nationaux et indépendants de travailleurs agricoles: celle de la CIOAC et du SITRAC (PMT) qui mènent des luttes syndicales dans quelques régions.

De plus, comme nous l'avons signalé précédemment, dans plusieurs parties du pays, il y a eu formation spontanée d'organisations de journaliers agricoles, soit pour l'augmentation des salaires (spécialement en cette période de gel des salaires allant de pair avec une inflation sans précédent), soit pour l'obtention de services tels l'eau, l'électricité, des écoles, des logements, l'assistance médicale et l'approvisionnement. Il ne faut pas confondre ici l'existence formelle de « syndicats nationaux » avec un mouvement national pour la syndicalisation agricole. Sous ce rapport, la CIOAC aurait donné une importance excessive à l'enregistrement de son syndicat national, préoccupée d'abord par la formation d'un cadre institutionnel reconnu. La non généralisation de la lutte syndicale dans le milieu rural est un fait; ce n'est pas le volontarisme et une plus grande activité des cadres d'une centrale qui feront apparaître un plus grand nombre de syndicats à moins que ne s'altèrent les facteurs objectifs signalés précédemment. Il est évident que si des conflits de travail éclataient dans tout le pays, la question de la reconnaissance légale passerait au second plan, même pour la CIOAC. Entre-temps, on ne peut oublier l'importance de la reconnaissance légale d'un syndicat indépendant ni cesser de lutter contre le monopole des organisations officielles touchant le droit à la syndicalisation. À cet effet, la lutte syndicale n'est pas conçue par la CIOAC comme devant exclure la lutte pour la terre. Au contraire, à partir du cinquième congrès de 1983, la CIOAC a décidé que les instances organisatrices de ceux qui veulent obtenir des terres, à savoir les comités agraires, doivent fonctionner aussi comme lieux d'organisation syndicale.

Dans la lutte pour la terre comme pour la syndicalisation, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres qui sollicitent des terres affrontent la grande bourgeoisie agraire et les gros éleveurs. Une analyse régionale montre des différences qualitatives et quantitatives très importantes entre la bourgeoisie rurale du nord-est par exemple, et celle des hauteurs de Chiapas, les éleveurs de la Huasteca et les petits *caciques* qui représentent le début de la pénétration du capitalisme. Malgré les différences internes au sein de la bourgeoisie rurale, il existe un élément commun très important au nord comme au sud, dans les montagnes tout comme dans les zones d'irrigation, c'est le lien entre les classes dominantes et le pouvoir local et régional. Cet élément peut contribuer à la formation d'une

conscience de classe qui pourrait aider à transformer les luttes régionales en un mouvement syndical d'envergure nationale. En autant que les organisations qui luttent pour la terre comme le CNPA et la CIOAC relient entre elles les différentes expériences syndicales comme l'ont fait les groupes qui luttent pour la terre, on en viendra à former un véritable mouvement syndical à caractère national. Sans cela, la lutte syndicale demeurera isolée et elle n'atteindra pas une dimension nationale comme la lutte agraire. Les deux luttes commencent à être considérées comme les phases d'un même processus de lutte contre les capitalistes qui sont affrontés comme patrons et une autre fois comme grands propriétaires. Tout comme dans les années 30, lorsque la lutte des ouvriers agricoles s'est transformée en lutte agraire et a entraîné la répartition des terres.

Perspectives actuelles

Certaines analyses présentent une image non seulement optimiste, mais triomphaliste et romantique du mouvement paysan. La tendance à la coordination entre plusieurs groupes, depuis 1979, les rencontres et manifestations communes, tout cela constitue un important pas en avant. Mais si la politique anti-paysanne s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui (mesures juridiques, compressions budgétaires, expulsions de paysans qui occupent des terres...), c'est que le mouvement paysan n'a pas encore la force suffisante.

Ce manque de force se rattache à l'absence d'un projet commun, et ce, malgré la similitude des revendications. La fragmentation qu'on observe encore est en partie due aux différences stratégiques qui existent entre les courants politiques présents au sein du mouvement.

Pour plusieurs organisations, le problème agraire ne peut trouver de solution à l'intérieur de la structure actuelle du pouvoir, d'où sa nature éminemment politique. C'est pourquoi la CIOAC et la CCRI ajoutent à leur travail dans l'organisation des activités de type électoral : elles partent du point de vue qu'on peut arracher à la bourgeoisie certains espaces de pouvoir, surtout au niveau municipal. Certains groupes de la CNPA rejettent cette conception ce qui les amène à s'éloigner d'autres organisations indépendantes.

Le mouvement paysan renvoie donc au problème de la division à l'intérieur de la gauche, due à des perspectives et à des pratiques différentes en ce qui touche les relations entre les organisations de masse et les partis politiques, sans oublier la participation à l'intérieur de l'espace réduit ouvert par la réforme politique. En ce qui a trait à un programme immédiat, l'unification du mouvement paysan serait relativement facile (via la lutte pour l'expropriation des *latifundios*). Mais plusieurs fois, les alliances possibles se sont vues bloquées par l'opposition entre les différents partis politiques. En termes généraux, actuellement, une partie de la gauche privilégie la création d'organisations de masse sur une grande échelle, pendant qu'une autre se situe à l'intérieur des espaces ouverts à la réforme politique, soit la chambre des députés et la lutte électorale au niveau municipal et des états. Alors que la grande majorité des organisations de gauche convergent vers un projet de front populaire (l'Alliance nationale ouvrière, paysanne et populaire), il existe des divergences de caractère stratégique qui rendent difficile l'unité d'action de manière plus permanente. Les clivages que l'on observe dans le mouvement correspondent alors davantage aux affinités politiques qu'à une différence des revendications : de 1979 à 1984, il fut plus facile à la CNPA d'obtenir l'appui de certains secteurs ouvriers ou populaires que celui d'autres organisations paysannes.

Sans pour autant négliger la coordination nationale, au cours des années 1983 et 1984 les différents groupes en lutte, soit pour la terre, soit pour la production, ont développé de nouvelles formes de coordination au niveau régional. La politique fédérale de décentraliser les affaires agricoles en donnant des prérogatives aux responsables des états et aux gouverneurs a déplacé le contexte de la mobilisation de la capitale du pays vers les capitales des états. L'objectif principal de ces mesures est de briser la solidarité nationale naissante entre les paysans ainsi qu'entre eux et l'opinion publique nationale et de les renvoyer à leur isolement, à l'oubli, voire ensuite aux massacres camouflés.

Dans de telles perspectives, l'affrontement sera encore plus direct et visible, les liens encore plus clairs entre le pouvoir politique dans les états, les autorités agraires et les grands propriétaires. Pour faire face à cette nouvelle situation, des mobilisations simultanées s'imposent au niveau régional et au niveau national. Nos observations démontrent que, dans quelques cas, les divergences politiques qui constituent des obstacles à l'unité au niveau national sont plus facilement surmontées au niveau régional quand il s'agit d'actions où les groupes paysans sont directement impliqués.

L'élément qui catalyse tous les fronts de lutte et qui constitue un des grands succès du mouvement est d'avoir montré la crise de légitimité de l'appareil corporatiste. En effet, c'est dans la défense du droit à l'organisation et des droits civils les plus élémentaires que continuera à se forger l'unité. La réponse du gouvernement aux diverses mobilisations du mouvement paysan indépendant qui lutte pour la terre révèle que sa préoccupation majeure est de ne pas perdre le contrôle politique plutôt que de résoudre les problèmes des paysans. Il est difficile de prévoir jusqu'à quel point la capacité du gouvernement de « ré-ouvrir une parenthèse agraire » contribuera à démobiliser les paysans organisés de manière indépendante. Le gouvernement répondra avec la répression ou avec la négociation. Les travailleurs du milieu rural sont chaque fois plus conscients que la réponse étatique vise principalement à empêcher la formation d'une organisation indépendante qui seule pourra apporter des solutions en profondeur.

(*Texte inédit en espagnol traduit par Pierre Beaucage*)

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Le mouvement paysan au Mexique (1976-1984)

Les paysans ont joué un rôle important dans la formation du Mexique moderne en participant massivement à la Révolution (1910-1917). Après 1970, la crise agricole a de nouveau provoqué la mobilisation paysanne. Le mouvement actuel, s'il est préoccupé par la poursuite de la redistribution des terres, incorpore également d'autres objectifs, tels l'indépendance politique des organisations, le contrôle du processus de production et la syndicalisation agricole. Ces revendications heurtent de front la politique actuelle du gouvernement mexicain, qui favorise au contraire le développement d'une agro-industrie aux mains du secteur privé.

The Peasant Movement in Mexico (1976-1984)

Peasants have played an important role in creating modern Mexico, through their massive participation in the 1910-1917 Revolution. After 1970, the agricultural crisis once more stirred up peasant unrest. The present-day movement, though still seeking to continue land redistribution, also pursues other

objectives such as independence from the State, control of production and unionization of farm workers. These demands, however, run up against current government policy which favours the development of agribusiness within the private sector.

Luisa Paré
Instituto de Investigaciones sociales
Universidad Nacional Autonoma de Mexico
Mexico, Mexique